



**COMMUNIQUÉ**

*Pour diffusion immédiate*

**STRATÉGIES SAINT-LAURENT SE RÉJOUIT DE L'IMPORTANCE ACCORDÉE AU SAINT-LAURENT PAR LA POLITIQUE NATIONALE DE L'EAU ET DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'Y INVESTIR LES SOMMES NÉCESSAIRES**

**Québec, le 27 novembre 2002** --- Stratégies Saint-Laurent (SSL) est l'organisme de concertation qui rassemble les communautés riveraines du Saint-Laurent réparties dans les territoires des 14 comités de Zones d'intervention prioritaires (ZIP) du Québec, couvrant maintenant presque la totalité de ses rives, de Cornwall à la Baie des Chaleurs en passant par le Saguenay et les Îles-de-la-Madeleine. D'importantes organisations ayant à cœur la protection du Saint-Laurent sont aussi présentes sur son Conseil d'administration, dont l'UQCN, les Amis de la vallée du Saint-Laurent, la Société Linnéenne du Québec, l'Association des biologistes du Québec, la CSN, STOP et le Comité Parc des Rapides.

De manière générale, Stratégies Saint-Laurent se réjouit de la nouvelle politique nationale de l'eau annoncée hier par le ministre d'État à l'Environnement et à l'Eau, M. André Boisclair. Plusieurs des orientations et des axes d'intervention annoncés démontrent une réelle volonté de prise en charge de nos eaux. La mise en application du principe utilisateur-pollueur payeur supportant la création du Fonds national sur l'eau et l'appui financier et technique de 33 organismes de bassin au Québec sont des exemples concrets de mesures constructives et durables.

La politique réserve un chapitre complet au Saint-Laurent et exprime la volonté du gouvernement actuel du Québec d'y implanter une gestion intégrée. Il s'agit d'un projet très ambitieux auquel nous contribuerons au mieux de nos capacités en fonction des ressources disponibles. Stratégies Saint-Laurent et les quatorze comités ZIP du Québec sont déjà impliqués dans le développement du Cadre d'orientation de la gestion intégrée du Saint-Laurent. Nous jugeons excellente l'approche globale du ministre André Boisclair. Il tient bien compte de l'importance de travailler avec les organismes du milieu, il reconnaît les acquis générés par les programmes existants et il désire construire sur cette base.

Cependant, nous considérons qu'il reste encore beaucoup à faire. Le principal défi à relever pour mettre en œuvre la politique nationale de l'eau réside dans l'obtention du financement nécessaire à son application. Hors, les bourses du Conseil du trésor sont convoitées par tous les ministères et la part de l'environnement diminue continuellement. Nous nous questionnons donc sur la réelle volonté, voire la capacité du gouvernement du Québec de financer adéquatement cette politique. Rappelons qu'elle est issue d'un processus qui a coûté déjà très cher aux Québécoises et aux Québécois et que le ministre André Boisclair a livré la marchandise que lui avait demandée le Conseil des ministres. Il faut maintenant que ses collègues se rallient derrière lui et posent un geste cohérent afin de lancer cette initiative d'envergure nationale. Nous nous joignons donc à toutes les autres organisations issues des forces vives du Québec pour encourager le Conseil des ministres et plus particulièrement Madame Marois à investir dans une meilleure gestion de notre eau et plus spécifiquement de notre Saint-Laurent et de ses bassins versants.